



Les productions agricoles, une solution durable pour notre deuxième cerveau et une lutte contre l'exode rural en RD Congo

Bamuene Solo D.³, Umba di M'balu J.^{1,2,3}, Ibanda Kasongo B.¹, Ngoyi Malongi L.^{1,2}

¹ Université Pédagogique Nationale (UPN), B.P. 8815/Kinshasa-Ngaliema, RDC

² Université Loyola du Congo (ULC), Faculté des Sciences Agronomiques et Vétérinaires, 7 avenue Père Boka, B.P. 3724/Kinshasa-Gombe, RDC

³ Université Président Joseph Kasa-Vubu (UKV), B.P. 314 Boma/Kongo Central, RD Congo

Abstract

This study, intended as a literature review on agriculture, food security, and rural exodus in the Democratic Republic of Congo, aims to demonstrate that agriculture is a sustainable solution for food security and a deterrent to rural exodus.

It is true that the poor image of the country's economic and political activities discourages private individuals (nationals or expatriates) from investing in agriculture, given the dual land tenure system, which, admittedly, has recently been addressed by Law No. 25/062 of December 30, 2025, amending and supplementing Law No. 73-021 of July 20, 1973, concerning the general regime of property, land and real estate, and the regime of security interests, as amended and supplemented by Law No. 80-008 of July 18, 1980. However, on the ground, and this is not a definitive statement, but rather, given the communication constraints in our country, we would say that this new law is not yet being implemented within the country.

Furthermore, given its potential, the DRC has the capacity to feed 2 billion people worldwide, and this will only be possible when the country invests in infrastructure and supports family farming.

Keywords: Agricultural products, sustainable solution, second brain, rural exodus, and Democratic Republic of Congo

Résumé

Cette étude qui se veut une revue bibliographique sur l'agriculture, la sécurité alimentaire et l'exode rural en RD Congo a comme objectif général de démontrer que l'agriculture est une solution durable à la sécurité alimentaire et un frein à l'exode rural.

Il est vrai que la mauvaise image des activités économiques et politiques du pays n'incite pas les privés (nationaux ou expatriés) à investir dans l'agriculture compte tenue de la dualité foncière, qui c'est vrai vient d'être corrigé avec la Loi n°25/062 du 30 décembre 2025 modifiant et complétant la Loi n°73-021 du 20 juillet 1973 portant régime général des biens, régime foncier et immobilier et régime des suretés telle que modifiée et complétée par la Loi n°80-008 du 18 juillet 1980. Car sur terrain, ce n'est pas une affirmation mais en partant des contraintes communicationnelles de notre pays, nous dirions qu'à l'intérieur du pays cette nouvelle loi ne s'applique pas encore.

Par ailleurs, de par sa potentialité, la RD Congo a la vocation de nourrir 2 milliards de personnes à travers le monde et ceci ne sera possible que lorsque le pays cherchera à investir dans les infrastructures et à apporter son soutien à l'agriculture familiale.

Mots clés : Produits agricoles, solution durable, deuxième cerveau, exode rural et RD Congo

Digital Object Identifier (DOI): <https://doi.org/10.5281/zenodo.19695089>

1 Introduction

Pour répondre au besoin alimentaire quotidien, l'homme fait recours à l'agriculture, c'est-à-dire au travail de la terre ; pour qu'il en tire le maximum des résultats, il cherche à y associer l'élevage. Il est important que l'agriculture puisse être associée à l'élevage pour qu'elle se crée des moyens pouvant lui permettre de bien produire à manger et aider ses activités à se développer.

Située à cheval sur l'Equateur dans la région des grands lacs en Afrique sub-saharienne, la RD Congo est le 2^{ème} plus grand pays du continent africain avec une superficie de 2 345 410 km². Son climat chaud et humide est caractérisé par une forte pluviométrie atteignant parfois jusqu'à 2 000 mm l'an dans la cuvette (<https://www.fao.org/republique-democratique-congo/fao-en-republique-democratique-du-congo.le-pays-en-un-coup-doeil/fr/>). Le pays possède 80 millions d'hectares de terres arables, qui représentent la deuxième surface cultivable au monde, après le Brésil. Le pays peut potentiellement nourrir près de 2 milliards des personnes. Ce qui correspond à toute la population africaine. En dépit de tout ce potentiel, le pays demeure parmi les pays les plus pauvres du monde, avec une population considérablement affectée par l'insécurité alimentaire (<https://fonaredd-rdc.org/vers-une-politique-agricole-durable-la-rdc-va-se-doter-dun-document-strategique/>).

Cette disponibilité foncière et les énormes ressources en eau dont dispose le pays avec le bassin hydrographique du fleuve Congo permettent d'entretenir l'espoir d'une meilleure autosuffisance alimentaire que les Congolais ont toujours réclamée avec insistance (Lebailly *et al.*, 2014). Sa position à cheval de l'Equateur fait de lui un pays avec une richesse hydrographique importante en Afrique et dans le monde. Luboya *et al.* (2024) enrichissent en affirmant que les ressources en eau en RD Congo sont abondantes tant au niveau des eaux de surface (fleuve Congo et de nombreux lacs et rivières) (figure 1) que des eaux souterraines. Elles représentent environ 50% des réserves d'eau du continent Africain.

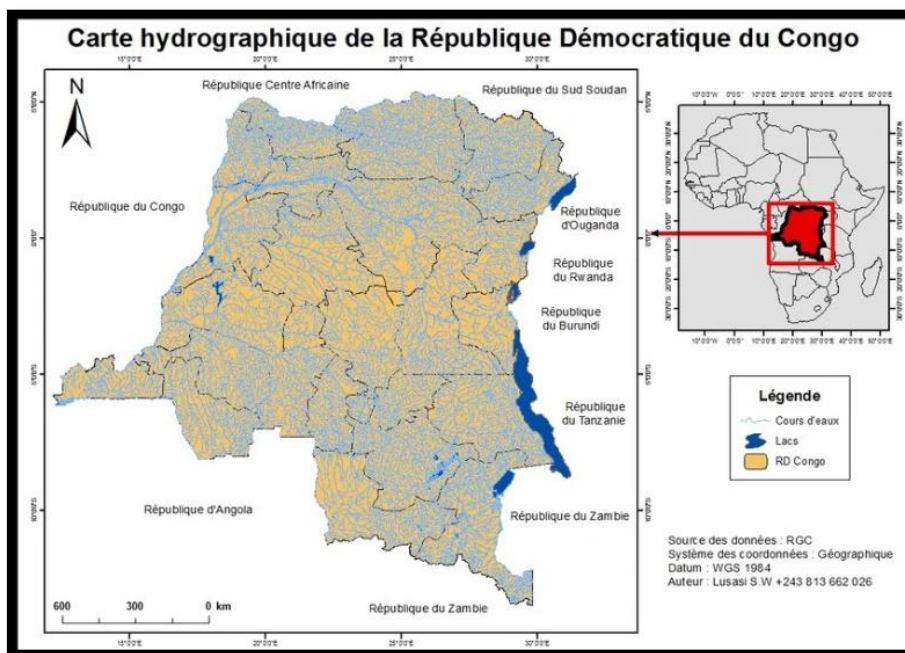


Figure 1. Carte hydrographique de la RD Congo
Source : Lusasi *et al.*, (2022)

Dans tout pays les humains ont faim parce qu'ils ne peuvent pas s'offrir des vivres disponibles sur le marché ou parce qu'ils ne peuvent pas produire eux-mêmes les vivres (Sen, 1981). La production agricole à l'échelle d'une nation est la base de la sécurité alimentaire, de la dignité et de la paix. Ainsi, l'agriculture a toujours été, depuis la nuit de temps, un secteur prioritaire parce qu'il fournit à l'humain et à l'animal la nourriture. Le travail agricole constitue le travail par excellence attribué à l'humain depuis la création (Ministère de l'Agriculture RDC, 2019). Paradoxalement aujourd'hui, en dépit des exceptionnelles potentialités naturelles et atouts, notre pays est tombé si bas qu'il compte parmi les plus pauvres du monde où la population vit dans un état de précarité caractérisé par la pauvreté massive et indescriptible, l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, les maladies diverses et beaucoup plus encore le chômage. Nos villes étouffent sous le poids d'un exode rural massif pendant que nos assiettes dépendent d'importations coûteuses et souvent dévitalisées (Ministère de l'Agriculture RDC, 2019).

L'agriculture paysanne occupe 70% de la population active. Sa végétation peut supporter un élevage d'environ 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700 000 tonnes de poisson par an (<https://www.fao.org/republique-democratique-congo/fao-en-republique-democratique-du-congo.le-pays-en-un-coup-doeil/fr/>).

La RD Congo est un pays doté d'énorme potentiel pour le développement de l'agriculture durable comprenant des millions d'hectares de terres cultivables, suite à sa diversité de climats, avec un important réseau hydrographique, ainsi qu'un énorme potentiel en matière de pêche et d'élevage (Kongolo, 2023). Mais le pays dépense chaque année des milliers de dollars pour les importations des vivres frais et des biens de première nécessité.

Les déplacements des populations, la destruction des infrastructures et la perturbation des activités agricoles ont entraîné des pénuries alimentaires généralisées et une vulnérabilité accrue à la faim, avec 1,5 million de personnes en situation d'insécurité alimentaire d'urgence. Le potentiel agricole est, actuellement, largement sous-utilisé. Sur les 80 millions d'ha de terres arable, seuls 10% sont cultivés et seules quelques terres consacrées à la production de riz et de canne à sucre sont irriguées. La productivité agricole a été en baisse constante depuis un demi-siècle, tombant de son niveau de 1960 à 70% en 1990 ; à 49,4% en 2000 et 19,1% en 2017 de la Production Intérieure Brute(PIB) (Mfutu *et al.*, 2025).

La science moderne est formelle : notre système digestif héberge des millions de neurones et des milliards de bactéries qui communiquent directement avec notre cerveau. Ce « microbiote » influence notre humeur, notre concentration et notre immunité. En RD Congo, cette réalité biologique offre une opportunité immense : celle de transformer nos cultures locales en véritables boucliers sanitaires.

Cette étude a comme objectif général de démontrer que l'agriculture est une solution au développement durable de notre deuxième cerveau et constitue un bouclier à l'exode rural. De façon spécifiques, il est question d'améliorer la santé publique, de transformer l'économie rurale.

2 Les productions agricoles en RD Congo

Dans les pays en développement et particulièrement en Afrique subsaharienne, l'agriculture et les activités connexes constituent le principal secteur contribuant largement à l'alimentation et à la vie économique des ménages ruraux (Voahirana, 2013). Malgré qu'elles continuent à être menées suivant des techniques rudimentaires et la production y est relative faible, le FIDA (2011) cité par Kistali (2013), soutient qu'elles jouent un rôle très fondamental dans ces pays. Plus de 80% des populations rurales en tirent leur existence (Kifufu, 2019).

La RD Congo est essentiellement agricole et est l'un des rares pays au monde à pouvoir regorger d'innombrables ressources humaines et naturelles susceptibles d'être rationnellement exploitées pour assurer sa croissance économique et surtout sa sécurité alimentaire tant dans les milieux urbains que dans les zones rurales (Umba *et al.*, 2024). Le dispose de près de 80 millions d'hectares de terres arables, dont seulement 10% sont utilisées à ce jour et 4 millions de terres irrigables, dont 1% seulement cultivé. L'agriculture paysanne occupe 70% de la population active. Sa végétation peut supporter un élevage d'environ 40 millions de têtes de gros bétail et sa densité halieutique est estimée à 700 000 tonnes de poisson par an (Herderschee *et al.*, 2012 ; Tollens, 2016 cités Kabata *et al.*, 2025). Le climat de la RD Congo favorise le développement de plusieurs cultures dont l'arboriculture fruitière qui n'est pas en reste.

Avant son accession à la souveraineté internationale, le revenu du secteur agricole congolais intervenait à la hauteur de 43% de ses recettes d'exportation. Une production qui faisait du Congo-Belge, le 2^{ème} producteur mondial de l'huile de palme, derrière le Nigeria et avant l'Indonésie et la Malaisie (<https://www.fao.org/republique-democratique-congo/fao-en-republique-democratique-du-congo-le-pays-en-un-coup-doeil/fr/> consulté le 31/03/2026 à 11h55). Autrefois, la RD Congo fut la première puissance agricole africaine avec une économie très forte à 40% alimentée par l'agriculture laquelle en constituait le pivot qui assurait l'autosuffisance alimentaire, l'approvisionnement de l'agro-industrie en plein essor et des exportations massives et variées (Ministère de l'Agriculture RD Congo, 2019).



Photo 1. Illustration d'un petit espace dans lequel les sacs de terreaux avec des plantes de piments en production



Photo 2. Illustration d'un espace réservé au maraîchage dans une communauté de prêtres jésuites à Kinshasa.

Un pays qui a donc le potentiel de consommer un fruit ou de manger de la viande ou du poisson toute l'année suite à sa richesse hydraulique, faunique, floristique et de climat. Il est un des pays les plus riches du monde en ressources, telles que ressources naturelles, avec des secteurs aussi bien minier, agriculture, forestier et hydraulique qui offrent beaucoup et énormes potentiels de croissance économique (Banque Mondiale, 2023 cité par Kongolo, 2023).

Investir dans les productions agricoles locales ne relève plus seulement de la sécurité alimentaire ; c'est une stratégie de santé publique pour nourrir ce que la science appelle désormais notre « deuxième cerveau » : notre système digestif. En valorisant nos produits du terroir, riches et biologiques, nous ne soignons pas seulement l'équilibre mental et physique de la population ; nous redonnons à nos provinces leur attractivité perdue.

C'est au Congo Belge, actuelle République Démocratique du Congo, juste après la fin de la deuxième guerre mondiale dans l'ex province du Katanga (l'actuelle province du Haut Katanga), que la pisciculture a été conçue pour l'alimentation des populations africaines (Micha, 2013). A la suite de la publication des résultats obtenus dans l'ancienne province de Katanga (RD Congo), le Cameroun importait, dès 1948, des alevins de *Tilapia melanopleura* depuis Yangambi (l'actuelle province de la Tshopo, RD Congo) et des alevins de *T. macrochir* depuis Elisabethville (l'actuelle ville de Lubumbashi dans la province du Haut Katanga, RD Congo) en 1951. Les introductions de *Tilapia* ont gagné par la suite la République Centre Africaine et la Guinée en 1953, la Côte d'Ivoire et le Togo en 1954, le Gabon en 1956 (Bard, 1964). Vers les années 1960, la pisciculture congolaise connaît son essor ; le pays totalise 122.000 étangs couvrant une superficie de 4.000 ha appartenant à 15.000 pisciculteurs, et *Tilapia nilotica* était la principale espèce cultivée (Micha, 2013 ; Lusasi *et al.*, 2022).

Plus de 80% de la production alimentaire congolaise pourris sans arriver chez les consommateurs urbains. Ainsi, on recourt à plus de 80% de produits alimentaires importés pour palier au problème de la faim et de la malnutrition (Umba *et al.*, 2025).

3 Une solution durable pour notre deuxième cerveau

En RD Congo, l'expression « deuxième ventre » illustre l'urgence de l'autosuffisance alimentaire. Malgré un potentiel capable de nourrir 2 milliards de personnes, le pays importe chaque année pour plus de 3 milliards de

dollars de denrées alimentaires de base (rie, maïs, poisson, viande, blé, etc...). Cette dépendance aux marchés extérieurs fragilise l'économie nationale et expose la population aux fluctuations des prix mondiaux.

Le problème de l'insécurité alimentaire en RD Congo n'est pas d'abord une question de production animale et végétale mais c'est tout d'abord une question de transformation et de conservation de tous les produits que regorge le pays. Le problème de la production agricole ne se pose vraiment pas car depuis nos ancêtres jusqu'à aujourd'hui, la production agricole de nos milieux ruraux a toujours été abondante pour palier au problème de faim et de malnutrition. Même si toutes les cultures ou spéculations ne suivent pas avec la même intensité (Umba *et al.*, 2025a).

L'atteinte de la souveraineté alimentaire est un objectif important à atteindre et elle passe par l'agriculture et l'élevage, la consommation des produits du terroir et leur protection contre la concurrence des denrées importées souvent vendues à bas prix. Cette dépendance aux marchés extérieurs fragilise l'économie nationale et expose la population aux fluctuations des prix mondiaux.

Cette réalité a été vécue avec la Covid-19 qui occasionna une fermeture des frontières et réduisant ainsi les échanges commerciaux en vue de lutter contre l'expansion du coronavirus qui partit de la Chine en 2019. Le second exemple est celui de la guerre entre la Russie et l'Ukraine, qui a également perturbé certains échanges commerciaux sur les produits tels que le blé, le carburant, etc...

Les potentialités agricoles en RD Congo sont indéniables. Elles portent essentiellement sur la disponibilité des terres cultivables, la fertilité naturelle des sols, la grande diversité climatique et d'importantes ressources naturelles encore sous exploitées. En outre, la diversité climatique du pays permet la diversification des spéculations agricoles et des activités rurales de production. Ainsi, la cuvette centrale de la RD Congo offre des conditions climatiques favorables à la culture de rente tandis que les zones de savanes sont favorables à la culture du coton et à l'élevage, alors que les zones montagneuses avec un climat relativement tempéré se prêtent (aux) à la culture d'altitude comme le café, le thé, la pomme de terre, etc. en plus de l'élevage. Par ailleurs, un vaste réseau hydrographique représentant près de 50% des réserves d'eaux douces du continent permet le développement des perspectives d'irrigation considérables ; il en est de même des perspectives de production de l'énergie et de l'eau pour couvrir les besoins du pays et d'une bonne partie du reste du continent. Toutefois, l'irrigation reste actuellement très limitée et confinée à la production industrielle de la canne à sucre et dans une moindre mesure à la culture du riz (Mfutu *et al.*, 2025).

Les petits exploitants agricoles et les fermes familiales constituent donc l'épine dorsale de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, en particulier parmi la population rurale. Ces dernières années, l'accélération de l'adoption de méthodes et d'outils durables a commencé à apporter des avantages multiples, notamment une amélioration de la productivité, de la sécurité alimentaire et de la nutrition, ainsi qu'une réduction de la pauvreté. En outre, diverses zones agroécologiques bénéficiant de précipitations abondantes permettent la production d'une variété de cultures vivrières telles que le manioc, le maïs et le riz, ainsi que de produits laitiers, de bétail et de poisson (Banque mondiale, 2023).

3.1 Sortir de la dépendance aux importations

D'après l'INS-RD Congo (2025), la RD Congo vit une situation d'insécurité alimentaire massive et généralisée car la population est affectée à la fois dans sa capacité à se procurer une nourriture de qualité (saine, variée) et en quantité suffisante (réduction des repas, faim, jeûne forcé). Ainsi, la souveraineté alimentaire commence par la capacité à produire ce que nous consommons. En relançant les filières vivrières, notamment le manioc, le maïs et le riz, la RD Congo peut transformer sa facture d'importation en investissement local. Chaque tonne de maïs produit au Katanga ou de riz récoltée dans la cuvette centrale est une victoire contre l'insécurité alimentaire et une économie de devises précieuses pour le Trésor public.

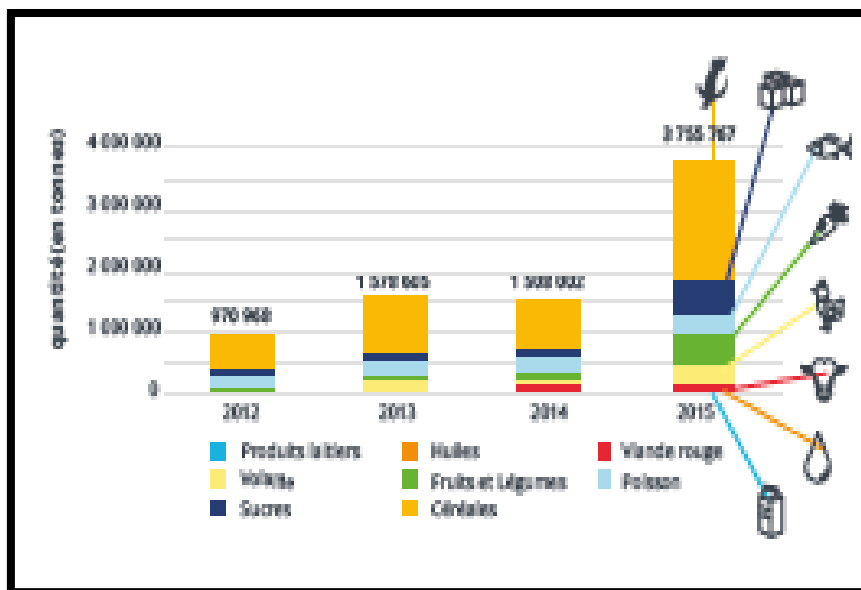


Figure 2. Illustration des importations alimentaires en RD Cono en 2017

Source: FAO *et al.*, (2022)

Malgré un fort potentiel agricole et une croissance de production de la plupart des produits végétaux durant cette dernière décennie, la production alimentaire demeure insuffisante pour satisfaire les besoins de la population au regard de la croissance démographique. Le pays reste ainsi fortement dépendante des importations de produits alimentaires, notamment de céréales, de sucre, de viande, de produits halieutiques et de produits laitiers (Figure 2) (FAO *et al.*, 2022).

La RD Congo ressemble à une gazelle qui meurt de soif à bord d'une rivière. Malgré les potentialités agricoles, le pays reste l'enfant pauvre de l'économie mondialisée. Il convient de noter que les pillages dus aux troubles socio-économiques des années 1990 ont engendré l'abandon des entreprises agricoles modernes et le retour à l'agriculture de subsistance (Mfutu *et al.*, 2025).

Les importations de céréales avaient atteint leur pic en 2009 avec 2 097 478 tonnes et oscillent entre 2010 et 2020 à 1 975 000 tonnes (Mfutu *et al.*, 2025). La facture des importations qui représentait 125,4 millions USD en 1961 s'élève à plus de 2,5 milliards USD en 2019, soit une augmentation de 1 894%. Et donc, les importations alimentaires consomment une part importante des devises dans un contexte économique très difficile (FAO, 2021).

3.2 Valoriser les cultures locales et nutritionnelles

Il est vrai que la production végétale en RD Congo est dominée depuis des décennies par la production de racines et de tubercules (FAO *et al.*, 2022). Les différentes relances agricoles dans le pays tournent beaucoup sur le manioc, le riz et le maïs mettant de côté les productions de l'agriculture familiale qui de façon concrète protège la diversification de spéculations et contribue à une solution durable de notre deuxième cerveau.

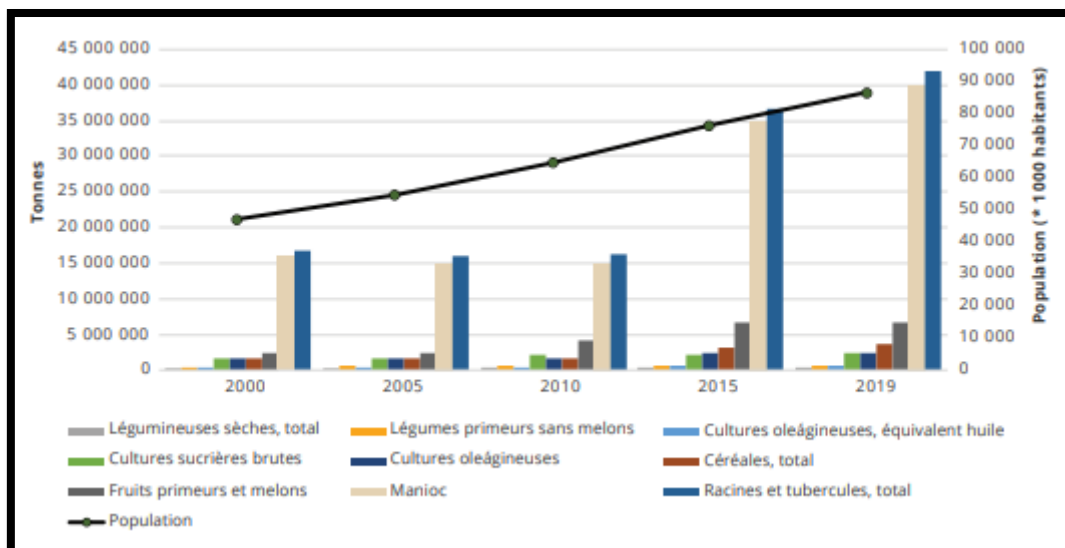


Figure 3. Production végétale en tonnes et population (2000-2019)
Source : FAO (2021)

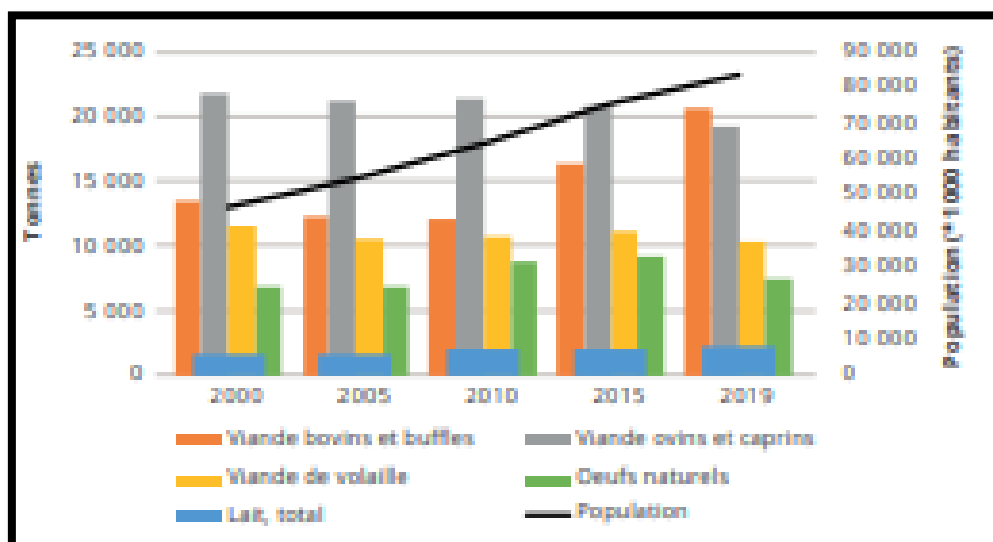


Figure 4. Production animale en tonnes et population (2000-2019)
Source : FAO (2021)

Dans le cadre de la valorisation des produits du terroir, une étude menée en 2022 avait démontré la poudre des feuilles de Moringa séchées comme élément enrichissant dans la production des biscuits hyper énergétiques a contribué à remonter la teneur en protéines jusqu'à 12% (Kalaki *et al.*, 2022).

En somme, le programme d'alimentation scolaire dans le Grand Kasai ne se limite pas à nourrir les enfants. Il contribue à former des communautés plus autonomes, résilientes et engagées. À travers une combinaison harmonieuse de production locale, d'éducation nutritionnelle et de participation communautaire, le projet se révèle être un véritable levier de développement durable. Les cultures de niébé, des patates douces et du gombo ont été cultivées et facilement adoptées par la population du Grand Kasai (<https://www.wvi.org/fr/stories/congo/rd-congo-aliments-locaux-une-valeur-ajoutee-la-diversification-des-repas-scolaires-au> consulté le 6 avril 2026 à 13h40).

Les ressources phytogénétiques locales constituent une stratégie essentielle pour renforcer la sécurité alimentaire, améliorer la qualité des régimes alimentaires et offrir des opportunités économiques durables aux exploitations familiales des régions rurales d'Afrique centrale (Sall, 2015 cité par Dishiki *et al.*, 2025).

3.3 La transformation locale

Lorsqu'on regarde l'environnement congolais et plus spécifique, le milieu kinois, « transformer local » risque d'être vu et compris par l'obtention des différents édulcorants que produisent nombreuses sociétés installées dans la capitale.

La RD Congo ne doit pas commencer par rêver aux grandes structures de production agroalimentaire. Car la gestion de toute industrie est tributaire de la mentalité culturelle. Gérer une industrie n'est pas seulement une question de connaissance des notions scientifiques, c'est aussi et d'abord une question de mentalité. Pour entrer dans la dynastie d'une mentalité industrielle, la RD Congo a tout intérêt de commencer par la gestion de techniques simples à la mesure de la mentalité d'aujourd'hui de son peuple (Umba *et al.*, 2025).

La RD Congo regorge d'innombrables ressources humaines et naturelles susceptibles d'être rationnellement exploitées pour la production des fruits. Mais ceux-ci sont cependant saisonniers, disponibles seulement pendant une courte période de l'année. D'où l'appel à des innovations pour leur valorisation et leur valeur marchande. Le développement agricole durable et la sécurité alimentaire s'appuient justement sur ce concept d'innovation, un processus dans lequel s'impliquent des organismes de recherche, des agriculteurs, des organisations non gouvernementales, des acteurs gouvernementaux et d'autres partenaires du terrain (Adekunle *et al.*, 2012 ; Schut *et al.*, 2015 ; Touzard *et al.*, 2014 ; Mpozi, 2019 ; Muyima, 2021 cités par Umba *et al.*, 2025)..

Ainsi donc, pour mieux illustrer sur la transformation locale, nous nous appuyons sur quelques travaux réalisés au Centre d'Information et de Vulgarisation Agroalimentaire de Kimpese (CIVAK) se trouvant dans la localité de Kimpese, territoire de Songololo dans la province du Kongo Central en RD Congo.

3.3.1 Fabrication du jus mixte du corossol (*Annona muricata* L.) et de maracuja (*Passiflora edulis*)

Le corossol (*Annona muricata* L.) est une plante largement utilisée dans les régions tropicales où elle pousse. Elle est utilisée dans l'alimentation en raison de la saveur aromatique de son fruit, ou encore en médecine traditionnelle en raison des diverses propriétés qui lui sont attribuées (Salima, 2018). Par contre, les maracuja (*Passiflora edulis*) ont un usage essentiellement alimentaire. Les fruits sont consommés crus ou transformés en jus qui, conservé concentré et congelé, peut servir à la préparation de gelées, de sorbets, de glaces et de cocktails. Il est à noter que le fruit de la passion est riche en vitamines C et vitamines A (Kabata *et al.*, 2025 ; Umba *et al.*, 2025).



Figure 5. Fruit d'*Annona muricata* L.
Source : Kabata *et al.*, (2025)



Figure 6. *Passiflora edulis* var *flavicarpa*
Source : Kabata *et al.*, (2025)



Figure 7. Jus mixte corossol et maracuja
Source : Kabata *et al.*, (2025)

3.3.2 Fabrication du jus mixte de maracuja-ananas

Et à l'heure actuelle, la sécurité alimentaire est loin d'être assurée dans le pays, les populations manquent de ressources nécessaires pour se nourrir. Par ailleurs, la RD Congo regorge d'énormes quantités de fruits, légumes et autres végétaux de grande valeur nutritionnelle, dont leurs transformations permettraient d'extraire des jus bon marché, sources d'énergie et de substances nutritives telles que des vitamines, des minéraux, des fibres et des antioxydants qui participent à la protection générale de l'organisme (Umba *et al.*, 2024).



Figure 8. *Ananas comosus* (L)
Source : Umba *et al.*, (2024)



Figure 9. *Passiflora edulis* var *flavicarpa*
Source : Kabata *et al.*, (2025)



Figure 10. Jus mixte ananas et maracuja
Source : Umba *et al.*, (2024)

3.3.3 Transformation de la viande de canard en charcuterie

La RD Congo est un pays en situation d'urgence alimentaire dont plus de 40% de la population (40,9 millions) connaissent des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë (IPC RDC, 2024). Ainsi, dans le contexte de l'amélioration de la sécurité alimentaire dans la ville de Kinshasa en particulier et en RD Congo en général, l'élevage de canard connaît actuellement un certain renouveau (Kusika *et al.*, 2025). Il est pratiqué en substitution aux autres volailles (poules, pintade, cailles) grâce à sa grande rusticité et sa meilleure adaptation aux conditions d'élevage traditionnel. En effet, l'élevage de canard met à profit sa résistance élevée aux maladies aviaires et son excellente valorisation des fourrages grossiers, ce qui constitue une alternative intéressante pour la population kinoise pratiquant l'agriculture urbaine et péri urbaine (Kusika *et al.*, 2025).



Figure 11. Les parties nobles du canard après découpe
Source : Kusika *et al.*, (2025)



Figure 12. Les parties moins nobles du canard après découpe
Source : Kusika *et al.*, (2025)



Figure 13. Saucisses fumées de la viande de canard
Source : Kusika *et al.*, (2024)



Figure 14. Boulettes à base de la viande de canard
Source : Kusika *et al.*, (2024)



Figure 15. Pain de viande de canard
Source : Kusika *et al.*, (2024)

4 L'agriculture comme bouclier contre l'exode rural en RD Congo

L'exode rural en RD Congo est un phénomène qui date de l'indépendance mais s'est accentué avec les différentes crises sécuritaires, économiques, politiques et naturelles qui se secouent le pays depuis les années 1990.

L'exode rural donne naissance à des multiples maux à plusieurs facettes et elle nécessite une solution qui à notre avis ne peut provenir qu'à la seule politique d'aménagement du territoire axée sur l'amélioration des techniques et moyens de production en agriculture, mais bien plus d'une promotion de l'ensemble du territoire (Wawende *et al.*, 2025).

L'exode rural a été défini comme une migration intense de population de la campagne vers la ville, qui affecte sensiblement le potentiel démographique du milieu rural considéré (Gurby *et al.*, 1991 cités Ngoyi, 2026).

Le secteur agricole est la pierre angulaire de l'activité économique tant dans les pays développés que ceux en voie de développement, elle constitue le moteur de la croissance et de la transformation de l'économie (Neema *et al.*, sd). La relance de l'agriculture dans les milieux ruraux du grand Katanga s'avère nécessaire en vue de stopper l'exode qui se pose avec acuité. Car cette relance permettrait, hormis la sédentarisation de la population, le relèvement de la sécurité alimentaire des populations (<https://acp.cd/economie/haut-katanga-necessite-de-relancer-lagriculture-pour-lutter-contre-lexode/> consulté le 6 avril 2026 à 12h20).

5 Les leviers de réussite

Malgré que la RD Congo fût la plaque tournante dans le lancement et l'essor de la pisciculture africaine, le constat fait à ce jour est amer. Actuellement, la pisciculture est quasi abandonnée dans toutes les provinces du pays et, sa production est insignifiante malgré une forte demande de poissons de consommation (Lusasi *et al.*, 2019). La production extensive en milieu rural et périurbain est improductive à causes des mauvaises pratiques (pas de fertilisation des étangs, non utilisation d'aliments granulés, souche de *Tilapia* et *Clarias* dégénérée, etc.) (Micha, 2013 ; Kifufu, 2019).

La politique conduisant à la transformation et conservation des produits de notre terre apporterait au pays une solution à 60%, pour commencer à rêver à une indépendance alimentaire. D'où la vulgarisation de techniques simples agroalimentaires qui seraient facilement applicables, dans le respect des normes agroalimentaires, dans l'ensemble du pays ; tant dans des milieux urbains que ruraux (Umba *et al.*, 2025).

Les chaînes de valeur de la plupart des produits agricoles et alimentaires sont peu développées. La répartition de la valeur ajoutée à l'intérieur des différentes filières est inéquitable, souvent en défaveur des producteurs. Les infrastructures de transport mais aussi de stockage constituent un goulot d'étranglement pour le développement des chaînes de valeur agricoles. Compte tenu de la grande superficie du pays, le mauvais état des routes est un frein à l'acheminement des produits agricoles vers les zones de consommation (FAO *et al.*, 2022).

La majorité des denrées agricoles produites en milieu rural subissent peu de transformation par manque d'infrastructures idoines. Le problème de l'accès à l'énergie électrique est également un obstacle majeur au processus de transformation des produits agricoles. La diversité des régimes alimentaires et la fréquence des repas ne sont pas adéquates. Environ 60 pour cent des ménages ruraux consomment un seul repas par jour à base de manioc et/ou de maïs accompagné de légumes et rarement de légumineuses ou autres sources de protéines végétales (FAO *et al.*, 2022).

L'élevage joue un rôle fondamental en tant que principale source de protéines. La consommation de viande concerne la viande bovine, caprine, ovine et la volaille. Les produits forestiers non ligneux (PFNL) contribuent aussi à la sécurité alimentaire et nutritionnelle des ménages en fournissant viande de chasse, fruits, champignons, chenilles, escargots, gnetum, fougères, entre autres, dans plusieurs régions du pays (FAO *et al.*, 2022).

6 Conclusion

La nature offre une diversité d'aliments traditionnels qui facilement peuvent contribuer à l'accroissement des revenus et à la lutte contre l'insécurité alimentaire en RD Congo.

En effet, la RD Congo connaît un manque criant des infrastructures de base pouvant relier l'intérieur du pays aux différents centres urbains de consommation. Ceci favorise l'exode rural car certains paysans voient les fruits de leurs pénibles travaux pourrir par manque de voie d'évacuation et par manque de valorisation, abandonnent la terre pour les centres urbains du pays.

Il sied de noter que la RD Congo a l'obligation de prendre son destin en main. Faisant partie de plusieurs zones économiques et de développement dont la SADC, l'EAC, la CEMAC, la CIPGL etc..., ne pas interconnecter les différentes zones rurales de production aux grands centres urbains de consommation sera une opportunité de subir la consommation des produits venant des différentes zones économiques et de développement, qui trouvent en la RD Congo, un marché à plusieurs millions de dollars américains.

Mais également créer de bonnes conditions dans l'intérieur du pays est une façon de réduire le banditisme urbain et ces corollaires dont les kulunas, l'oisiveté des jeunes dans les grandes villes à la merci des boissons et la drogue.

REFERENCES

- [1] Banque Mondiale (2023) *Cas pratique n°2 : Agro industrie – La chaîne de valeur du manioc*. Washington, 70 pages
- [2] Dishiki K.E., Mpolo I.R., Gaheta O.N., Kimbey T.G. et Bungu M.D. (2025) Caractérisation agronomique de la pomme de terre du Congo (*Plectranthus esculentus*) : une espèce locale négligée et sous-filtrée dans le Territoire de Gungu, province du Kwilu en République Démocratique du Congo in *African Scientific Journal*, vol. 3 n°33, pp. 0675-0691, <https://doi.org/10.5281/zenodo.17912312>
- [3] FAO, Union Européenne et Cirad (2022) *Profil des systèmes alimentaires – République Démocratique du Congo. Activer la transformation durable et inclusive de nos systèmes alimentaires*. Rome, Bruxelles et Montpellier, France, 36 pages.
- [4] Institut National de la Statistique de la RDC (2025) Enquête sur les conditions de vie des ménages (ECVM-2024). Ministère du Plan et de la Coordination de l'aide au développement de la République Démocratique du Congo, Rapport final, 234 pages
- [5] Kabata L.F., Cirhigiri I.M.-L., Mangoma B.N., Ibanda K.B., Kusika N.C., Lukombo L.J.-C., Mabi N.M.J. et Umba D.M.J. (2025) Fabrication et rentabilité de jus mixte du corossol (*Annona muricata* L.) et de maracuja (*Passiflora edulis*). Cas du CIVAK/Kimpese au Jongi Central/RD Congo. In *Journal of Animal & Plant Sciences*, vol. 62(3) : 11605-11619.
- [6] Kalaki K.P., Mutinsumu M.P.C., Ndungi N.A., Metena M.M. et Umba D.M.J. (2022) Contribution à la valorisation alimentaire des feuilles de *Moringa oleifera* par les biscuits à base des ingrédients locaux à Kikwit/RD Congo. In *Journal of Animal & Plant Sciences*, vol. 51(2) : 9241-9253
- [7] Kifufu G.J. (2019) Caractérisation socio-économique et techniques de la pisciculture continentale dans le territoire de Bagata en RD Congo. In *Revue Marocaine des Sciences Agronomiques et Vétérinaires*, vol. 7(4) : 557-562
- [8] Kongolo M. (2023) Le développement de l'agriculture – Faire retourner la RDC sur la voie du progrès économique et social. In *International Journal Of Arts Humanities And Social Sciences Studies*, vol. 8 (7), pp. 13-22
- [9] Kusika N.C., Mashini D.M.J.-C., Lukombo L.J.-C., Matand T.A. et Umba D.M.J. (2024) Caractérisation de la charcuterie à base de la viande de canard : un délice du terroir du Kongo Central/RD Congo. Cas du CIVAK (Centre D'information et de Vulgarisation Agroalimentaire de Kimpese). In *Journal of Animal & Plant Sciences* vol. 60(3) : 11106-11116
- [10] Kusika N.C., Ngoyi M.L., Matand T.A., Mashini D.M.M.J.-C., Phunga P.P., Ibanda K.B., Bamuene S.D., Bwangila I.C., Umba D.M.J. (2025) Etude de faisabilité et de rentabilité d'une charcuterie à base de la viande de canard. Cas de CIVAK/Kongo Central/RD Congo. In *Journal of ANimal & Plant Sciences*, vol. 63(1) : 11714-11730

- [11] Luboya M.J., Lopema O.D., Liyandja I.J.-C., Kamulumba K.G., Mbuyi M.S.A., Lemba N.A., Irengé L.H.P., Matonfo F.J., Nienie B.A. et Ngelinkoto M.P. (2024) La fille kinoise et la corvée de l'eau dans les quartiers Mikala I et II dans la commune de N'sele en RDC. *In Revue Congolaise des Sciences & Technologies, vol. 03, n° 02, pp. 241-245*
- [12] Lusasi S.W., Mayoni M.A., Munganga K.C., Lundika N.T., Mogbaka B.Y., Isa M., Kavumbu M.S., et Pwema K.V. (2022) Synthèse sur l'état de lieu de la pisciculture en République Démocratique du Congo : enjeux et perspectives. *In International Journal of Progressive Sciences and Technologies, vol. 32, n°1, pp. 73-91*
- [13] Mfutu N.E., Booto B.D. et Kamulumba K.G. (2025) La République Démocratique du Congo : paradoxe d'un pays aux normes potentialités agricoles, nourri par l'extérieur. *In International Journal of Progressive Sciences and Technologies, vol. 53 n°1, pp. 355-368*
- [14] Neema C.A., Kazamwali M.L., Casinga M.C., Vwima S. et Lebailly (sd) Développement agricole, source d'inégalités dans l'Est de la RD Congo : cas de la Province du Sud-Kivu montagneux. En ligne https://orbi.uliege.be/bitstream/2268/261949/1/Ang%C3%A9lique%20Ciza_Textes%20Communication_ATM_Rennes_26-27_mai2021.pdf
- [15] Ngoyi K.O. (2026) Exode rural et l'intégration des jeunes dans la ville de Kinshasa : essai d'analyse sociologique. *In Le Carrefour congolais, vol. 11 n°1, pp. 211-234. <https://dx.doi.org/10.4314/lcc.v11i1.9>*
- [16] Lebailly P., Michel B. et Ntoto M.A.R. (2014) Quel développement agricole pour la RDC ? En ligne <https://www.eca-creac.eu/sites/default/files/pdf/2014-03-lebailly-michel-ntoto.pdf>
- [17] Uamba D.M.J., Bamuene S.D., Mumba D.A., Lukombo L.J.-C., Mashini D.M.M.J.-C. et Kusika N.C. (2025) *La terre nourricière, notre patrimoine commun, pour un développement humain et durable*. Editions Centre Protestant d'Editions et de Diffusion (CEDI), Kinshasa, Gombe, 155 pages, ISBN 978-99951-92-23-3
- [18] Uamba D.M.J., Muyima H., Isangu M.M., Kusika N.C. et Mboma M.J. (2024) Etude de rentabilité du jus mixte ananas et maracuja au CIVAK-Kimpese/Kongo-Central/RD Congo. *In Journal of Animal & Plant Sciences, vol. 59(1) : 10829-10842*
- [19] Wawende K.A., Kasongo O.B., Mbasi B.-B., Mwassia J., Lebo K. (2025) L'exode rural comme facteur de la croissance urbaine dans la ville de Kikwit : défis et perspectives. *In Revue Internationale de la Recherche Scientifique, vol. 3, n°3, pp. 2480-2488*